



*Discours du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration
Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur*

- **Monsieur le Président Directeur Général du Conseil Canadien pour l'Afrique ;**
- **Messieurs les Co-Présidents de la Conférence ;**
- **Distingués invités ici présents du monde politique, économique, diplomatique, universitaire et de la société civile ;**
- **Mesdames et Messieurs ;**

Je me sens particulièrement honoré de me retrouver ce jour vendredi 02 octobre 2009, devant Vous, au nom du Président de la République, du Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement du Bénin, le **Dr Boni YAYI**, que les contraintes de calendrier ont empêché de répondre personnellement à votre aimable invitation.

Je voudrais en son nom, présenter nos excuses à Monsieur **Lucien BRADET**, **Président Directeur Général** du Conseil Canadien pour l'Afrique et saisir cette occasion pour le féliciter pour cette initiative d'une Conférence pour jeter les bases d'un véritable partenariat Canada-Afrique.

L'initiative de cette Conférence vient à point nommé à un moment où le monde vit l'une des crises économiques et financières les plus sévères de notre temps, après la récession économique de 1929, dont les effets pervers annihilent les efforts louables des Gouvernements africains pour affronter les défis du développement.

- **Mesdames et Messieurs,**

L'Afrique est l'un des cinq continents du monde. Il en couvre les 20% en termes de superficie soit 7.500 km en allant du Nord vers le Sud et est constitué de 53 pays, repartis sur cinq régions géographiques.

Bien qu'il soit difficile d'avancer un chiffre pour la population de l'Afrique, on peut dire à titre indicatif que le continent noir devrait atteindre une population de plus de 900 millions d'habitants en 2015 ce qui le placera en 2^{ème} position parmi les continents les plus peuplés.

Au-delà de ses attraits touristiques et naturels, l'Afrique regorge des potentialités économiques dont les plus importantes réserves naturelles en charbon, en pétrole, en or, en diamant, en fer, en zinc, en cobalt, en argile, en soufre, en uranium, de manganèse... etc.

Malgré cette diversité de ressources naturelles, climatiques, minérales et autres, il est regrettable de noter que l'Afrique compte encore pour très peu dans les affaires du monde, qu'il s'agisse de la représentation au sein des plus hautes instances politiques internationales,

des échanges commerciaux, des flux financiers ou bancaires, du développement technologique ou des recherches scientifiques pour le développement.

Le Gouvernement béninois, en décidant de se faire représenter à ce Forum, espère qu'un pas en avant sera fait pour contribuer, aux côtés de l'Afrique, au relèvement des défis de développement. Car, s'il est vrai que l'Afrique se retrouve à un moment critique de son développement face à la situation économique mondiale, il n'en demeure pas moins vrai que les pays africains possèdent les potentialités et des ressources humaines, capables d'animer un partenariat pour le développement et de prendre en main le destin du Continent.

- **Mesdames et Messieurs,**

Souvenez-vous que l'Afrique a su s'adapter au vent de démocratisation qui a soufflé sur le monde dans les années 90 au lendemain de la chute du Mur de Berlin et l'unipolarisation du monde qui s'en est suivie.

Le Bénin, mon pays fut ainsi l'un des pionniers à en bénéficier avec la tenue en février 1990, de la Conférence des Forces Vives de la Nation, un cadre de dialogue national et de passage sans effusion de sang, de l'ordre politique ancien à un ordre nouveau, le renouveau démocratique et l'avènement d'un Etat de droit.

Cet environnement politique nécessaire au respect des droits de l'homme et à l'initiative économique libérale a fait tache d'huile sur le Continent africain avec pour corollaire la stabilité politique en vue d'une sécurisation des affaires. En dehors de quelques foyers de conflits, l'Afrique d'aujourd'hui a pris véritablement conscience de la nécessité d'un développement économique du Continent.

C'est donc sur cette base que le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) a été conçu par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), devenue aujourd'hui Union Africaine (UA), dont la vision est de promouvoir le cadre socio-économique intégré de développement pour l'Afrique.

Cette initiative a reçu un écho favorable de la communauté internationale comme en témoignent la décision du G8 ici même au Canada de la soutenir et la résolution des Nations Unies recommandant aux pays industrialisés d'allouer 0,7% de leur Produit National Brut à l'aide publique au développement dont une bonne partie devrait être consacrée au développement des pays africains.

Simultanément, les exportations africaines devraient bénéficier d'un meilleur accès aux marchés et les pays développés devraient encourager leurs secteurs privés à investir en Afrique. Je voudrais saluer ici le Gouvernement canadien qui, au lendemain de cette décision, a créé le Fonds Canadien pour l'Afrique, qui a financé de 2002 à

2007 des programmes à grande échelle, d'envergure régionale pour soutenir le NEPAD, en complément des financements de l'ACDI.

Mais loin de profiter de cette tribune pour dresser un bilan de la mise en œuvre des dispositions pourtant admises par le concert des Nations, permettez-moi plutôt de porter à votre attention qu'une Nouvelle Afrique est en train de naître de ses cendres, l'Afrique des ensembles économiques régionaux, l'Afrique de la bonne gouvernance, l'Afrique soucieuse de son développement économique durable, une Afrique de paix et de progrès social.

- **Monsieur le Président de la Conférence;**
- **Messieurs les Co-Présidents;**
- **Mesdames et Messieurs;**

Le Bénin, mon pays, qui expérimente la bonne gouvernance démocratique depuis près de deux (02) décennies, est à cette image de la Nouvelle Afrique. Notre ambition est de construire une économie émergente où la croissance économique est constante et durable, dans la vision d'un meilleur partage du revenu national.

Dans la réalisation de ce programme ambitieux de développement, le Bénin bénéficie de l'aide publique de ses partenaires dont le Canada.

Au Bénin, les conditions de paix, les facilités, les garanties et la sécurisation des Affaires sont assurées par l'Etat de droit en construction. C'est dire donc que les conditions sont progressivement créées par le Gouvernement du **Dr Boni YAYI** pour les investisseurs étrangers dans la vision d'un partenariat secteur public/secteur privée gagnant-gagnant.

- **Mesdames et Messieurs,**

Je ne saurais terminer mon propos sans faire un clin d'œil aux membres de la société civile ici représentée, dont les nombreuses actions en faveur des femmes et surtout des couches les plus déshéritées d'Afrique, ont toujours eu le souci d'accompagner nos Gouvernements dans leur politique de développement à la base.

Je souhaite que de ce grand rassemblement du Conseil Canadien pour l'Afrique sortent des conclusions qui rapprocheront davantage le Canada de l'Afrique, mais surtout, qui ouvriront la voie à beaucoup plus d'investisseurs canadiens vers l'Afrique, vers le Bénin, mon pays.

- **Vive le partenariat secteur public/secteur privé;**
- **Vive la coopération internationale;**
- **Je vous remercie.**

Discours de
S.E.M. Jean-Marie EHOUZOU
Ministre des Affaires Etrangères, de
l'Intégration Africaine, de la Francophonie et
des Béninois de l'Extérieur